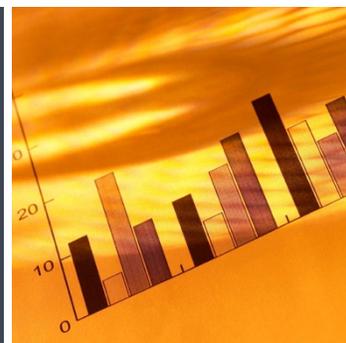


La prévention du crime au Canada : défis liés à la mise en œuvre et stratégies pour les relever



Ce rapport présente des renseignements concrets sur les projets et des anecdotes réelles qui devraient servir à éclairer la mise en œuvre des nouveaux projets en prévention du crime

CONTEXTE

Ce rapport présente les résultats d'un contrat externe portant sur l'analyse des données relatives à la mise en œuvre des projets en prévention du crime financés par la Stratégie nationale pour la prévention du crime de Sécurité publique Canada. Ce rapport documente les défis communs selon certains aspects du projet, et définit les éléments facilitant la mise en œuvre réussie d'un programme.

MÉTHODE

Un formulaire de collecte de données contenant 200 champs de données (quantitatifs et qualitatifs) a été créé. Les données sur la mise en œuvre étaient variées et englobaient la planification et la gestion du projet, les services offerts, la participation, l'engagement et le maintien des participants, la manipulation des données, de même que les défis généraux liés à la mise en œuvre et les stratégies adoptées pour les relever.

Le formulaire de collecte de données a été testé au préalable avec 18 projets en vue d'en assurer la validité, après quoi l'instrument a été finalisé. L'étape suivante consistait à extraire les données sur la mise en œuvre des rapports des 71 projets inclus dans ce projet de recherche. Les données ont été collectées rétrospectivement principalement à partir des rapports existants sur l'évaluation des processus.

Une grande variabilité dans le type, l'état d'achèvement et l'uniformité des données disponibles a été constaté, et aucune méthode secondaire ne permettait de vérifier les données. Bien que les défis liés à la mise en œuvre aient été relevés de diverses

façons, dans de nombreux cas, il y avait un manque de consensus sur les solutions.

CONSTATATIONS

Tous les projets inclus dans la base de données ciblaient la prévention du crime auprès des populations vulnérables. Certains projets ciblaient également d'autres secteurs d'intervention tels que les enjeux criminels liés aux gangs (35 %) et les crimes liés à la drogue et à l'alcool (18 %). Les services les plus fréquemment offerts dans le cadre des projets étaient les activités récréatives (79 %), le mentorat (77 %), le counseling (69 %), la préparation à la vie quotidienne (69 %), les services pédagogiques (59 %), les références vers des services (51 %) et le counseling en matière de toxicomanie (49 %). Pour 45 % des projets, les écoles constituaient la principale source de références. Vingt pour cent (20 %) des projets comptaient les organismes communautaires comme principale source de références, et 17 %, les familles ou les participants eux-mêmes. Les références en provenance des services sociaux ou organismes de traitement, de la police et des organisations autochtones représentaient 5 % ou moins.

Les résultats d'ensemble de l'analyse des défis liés à la mise en œuvre indiquent que dans plus du tiers des projets, les enjeux les plus importants relativement à la mise en œuvre étaient les suivants :

- **gestion des données** (42 %) : trop de formulaires, processus onéreux, instruments inappropriés ou incomplets;
- **recrutement et référence des participants** (42 %) : incapacité à atteindre le nombre de

participants ciblé, difficultés à joindre ou à recruter les jeunes, notamment les filles, les jeunes membres de gangs et les jeunes n'allant pas à l'école;

- **établissement et maintien de partenariats** (38 %) : absence de rencontres soutenues, faible engagement de certains partenaires, compréhension limitée de la façon de s'associer efficacement avec certains partenaires, nécessité d'accéder à d'autres groupes professionnels, comme les responsables en santé mentale;
- **enjeux liés à la direction et à l'administration** (37 %) : manque de personnel, manque de soutien administratif, manque de chargés de cas;
- **contenu du programme** (35 %) : manque d'accent sur la culture, absence de processus pour la transition hors du programme, manque de possibilités d'emploi pour les jeunes, manque de programmes s'adressant aux filles, conformité limitée au contenu du programme;
- **roulement du personnel** (34 %) : roulement élevé du personnel;
- **engagement des participants** (31 %) : difficulté à maintenir la participation, faible assiduité, absence de participation à certaines activités;
- **planification** (30 %) : manque de temps pour la planification, absence de consensus sur la démarche et les activités du programme, difficultés à intégrer le programme à l'horaire des écoles.

Bien que tous les projets aient rencontré des défis semblables, de nombreux exemples d'approches pour relever ces défis ont été notés. Celles utilisées le plus fréquemment incluaient : établir des relations solides grâce à une communication et à un réseautage soutenus (45 %); offrir des activités variées, appropriées et intéressantes pour les jeunes (31 %); incorporer les enseignements culturels aux documents (21 %); élaborer de façon systématique le projet (21 %); et recruter un personnel chevronné et compétent (21 %) capable de bien communiquer avec les jeunes (21 %).

Enfin, les responsables de nombreux projets ont tiré des leçons ou des pratiques exemplaires applicables à la mise en œuvre réussie d'un projet. Les résultats ont

été regroupés par thèmes : plus du tiers des projets ont fait état de l'importance de la planification du projet (prendre suffisamment de temps pour définir la recherche pertinente, les besoins et la théorie fondée sur des données probantes; établir des prévisions réalistes quant au nombre de participants ciblé, au taux d'abandon du programme, au temps requis pour la gestion des cas et à l'engagement efficace des partenaires; et accorder une attention continue au plan de mise en œuvre, à la définition des rôles et des compétences, aux besoins en matière de formation et à l'harmonisation des activités avec les objectifs de recherche). L'autre thème le plus fréquent, également signalé par 30 % des projets, était l'importance d'accroître l'engagement des parents dans le projet (mener régulièrement des activités de sensibilisation; justifier les procédures d'évaluation; offrir des services de soutien; communiquer les progrès de l'enfant; faire participer les parents aux activités récréatives; tenter de nouvelles approches, comme la cuisine communautaire; faire appel aux partenaires communautaires en qui les parents ont confiance; et minimiser les références au comportement criminel dans la publicité communautaire afin que le programme ne soit pas perçu comme s'adressant uniquement aux « mauvais enfants »).

PROCHAINES ÉTAPES

Ce rapport constitue un pilier dans l'acquisition de connaissances canadiennes sur les programmes efficaces en prévention du crime et les stratégies visant à les mettre en œuvre de manière à obtenir les meilleurs résultats pour les jeunes, les familles et les collectivités. L'information recueillie dans cette étude aidera les praticiens et les décideurs en prévention du crime à comprendre les défis communs liés à la mise en œuvre des programmes en prévention du crime dans des milieux particuliers tels que les écoles, de même que les moyens de relever et d'atténuer ces défis. Ce document aide également à identifier les lacunes dans les informations recueillies sur les éléments clés de mise en œuvre qui pourraient être comblées par la collecte et l'analyse de données futures afin de fournir plus de connaissances pratiques sur les défis et les moyens d'y remédier. En outre, le Guide sur la mise en œuvre, cité comme source additionnelle, devrait être utilisé comme un document d'accompagnement pour

développer des meilleures pratiques dans la mise en œuvre des programmes en prévention du crime.

SOURCE

Currie, J., & Roberts T. (2015). *La prévention du crime au Canada : défis liés à la mise en œuvre et stratégies pour les relever*. Rapport de recherche présenté à la Division de la recherche de Sécurité publique Canada, Ottawa, Ontario

SOURCES ADDITIONNELLES

Savignac, J., & Dunbar L. (2014). *Guide sur la mise en œuvre des programmes fondés sur des données probantes : qu'en savons-nous jusqu'à maintenant?* Sécurité publique Canada, Ottawa, Ontario

Pour obtenir davantage de renseignements sur la recherche effectuée au Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime de Sécurité publique Canada, pour obtenir une copie du rapport de recherche complet, ou pour être inscrit à notre liste de distribution, veuillez communiquer avec :

Division de la recherche, Sécurité publique Canada
340, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0P8
PS.CSCCBResearch-RechercheSSCRC.SP@canada.ca

Les sommaires de recherche sont produits pour le Secteur de la sécurité communautaire et de la réduction du crime, Sécurité publique Canada. Les opinions exprimées dans le présent sommaire sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de Sécurité publique Canada.
